



« L'ALGÉRIEN A ÉTÉ DÉPOLITISÉ »

L'écrivain Kamel Daoud analyse avec lucidité le Hirak, mouvement de contestation sociale qui secoue son pays depuis un an, et dont il a filmé les débuts. Il l'appelle notamment à renouer avec la grande Algérie rurale.

FR
L'Algérie de
Kamel Daoud
Dimanche 22.40
France 5

Ses prises de position sur l'islamisme, la place des femmes, les archaïsmes de la société algérienne,

les turpitudes de l'ère Bouteflika ont valu à Kamel Daoud, chroniqueur et écrivain, fatwa, attaques et campagnes de dénigrement virulentes. Coauteur d'un documentaire diffusé par France 5, auscultation intime et politique de l'Algérie profonde, le Prix Goncourt du premier roman pour *Meursault, contre-enquête* (2015) nous livre sa perception du Hirak, le mouvement de contestation sociale qui secoue l'Algérie depuis un an et qui, en dépit des promesses de dialogue du président Tebboune, est toujours la cible de la répression. Une parole lucide, sans complaisance et insoumise.

Comment est née l'idée de ce film ?

L'idée était d'évoquer l'Algérie telle que je la vois, au fil de plusieurs thématiques : la Méditerranée, la place des femmes, l'indépendance confisquée, le pouvoir, la rebelle Kabylie, la jeunesse, la religion... Mais, entre le moment où s'est élaboré le projet avec Jean-Marc Giry et le début du tournage, le soulèvement avait démarré. Décrocher l'autorisation de filmage a été difficile, et long. Je souhaitais parler du pays tout entier et donc filmer hors d'Alger. Or c'est quasiment impossible pour des équipes qui viennent de l'étranger. Le régime accorde très peu de visas, limités à quelques jours et exclusivement dans la zone de la capitale. L'existence même du documentaire relève de la prouesse.

Le film, tourné au printemps 2019, ne peut logiquement pas refléter les derniers développements de la situation en Algérie. Un an après le déclenchement du soulèvement populaire, le pays est-il toujours suspendu entre espoir de changement et angoisse d'une issue violente ?

Je ne pense pas qu'on puisse parler d'angoisse d'une issue violente. Cela a été le cas pendant l'été, où certains ont eu peur d'une radicalisation du mouvement. Ce qui explique sans doute pourquoi ils sont allés voter à la présidentielle. En fait, quoi qu'on en dise, il existe une forme de « négociation » en cours entre le régime qui est obligé pour survivre de se réformer, contraint de faire des concessions, et une opposition qui maintient la pression et attend des changements plus profonds. Le processus en cours va être long. Les deux parties produisent un discours d'exigences. Je le comprends. Ce n'est